

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

MARCHE PUBLIC DE FOURNITURES



ACHATS GENERAUX



Fourniture de fruits et légumes frais, poissons frais et produits de la mer.



2025_ACH_GC_005



Les numéros de marchés seront communiqués sur le courrier de notification des lots.

NCHFS

10.08 : produits de la mer ou d'eau douce (autres que surgelés ou en conserve)
 10.09 : fruits et légumes préparés et réfrigérés

PROCEDURE



APPEL D'OFFRES



8 lots



Accord cadre à marchés subséquents



- ☒ le CHD Vendée
- ☒ le GCS MEDIALOG 85 (CH Côte de Lumière et CHD Vendée site de Luçon)
- ☒ le CH Loire Vendée Océan (sites de Challans, Machecoul, Saint Gilles Croix de Vie)
- ☒ le CH Fontenay le Comte
- ☒ le Groupe Public Hospitalier et Médico-Social des Collines Vendéennes
- ☐ l'hôpital Dumonté de l'Île d'Yeu
- ☒ l'hôpital de Noirmoutier
- ☒ L'EPSM Georges Mazurelle



Le marché prend effet à compter du 1er décembre 2026 ou à compter de sa date de notification si celle-ci est postérieure à la date souhaitée.



Le présent accord-cadre est reconductible tacitement, 3 fois par période de 12 mois.

Date estimative de fin de marché (durée totale) : 30 novembre 2030



REVISABLE



Taux révision maximum est de 3%



MENSUEL A TERME ECHU



50 jours

CHAPITRE 1 – GENERALITES

ARTICLE 1. DISPOSITIONS RELATIVES AU MARCHE

1.1. Objet du marché

Les stipulations du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) concernent la fourniture de fruits et légumes frais, poisson frais et produits de la mer pour les services des établissements adhérents au groupement de commandes. Engagé dans une politique de développement durable, le GHT85 souhaite s'approvisionner de produits issus d'un mode de production respectueux de l'environnement et performant répondant aux exigences de la loi EGALIM.

(*) CHD Vendée (sites de Montaigu, La Roche sur Yon), le GCS Medilog (CHD Vendée site de Luçon + CH Côte de Lumière), le Centre Hospitalier Loire Vendée Océan (Sites de Challans, Machecoul, Saint Gilles Croix de Vie), le Centre Hospitalier de Fontenay le Comte, Le Groupe Public des Collines Vendéennes (site de la Chataigneraie), l'Etablissement Public de Santé Mentale Georges Mazurelle et l'Hôpital de Noirmoutier.

Le CHD Vendée est désigné par l'ensemble des établissements membres du groupement comme établissement coordonnateur.

1.2. Désignation de l'acheteur public

Pouvoir adjudicateur, coordinateur du groupement de commandes :

CHD de la Vendée

Les Oudairies – Boulevard Stéphane Moreau

85925 LA ROCHE SUR YON Cedex 9

Représentant du pouvoir adjudicateur : M. SERVAIRE-LORENZET – Directeur Général

1.3 Procédure appliquée

Le marché est passé selon un appel d'offres ouvert suivant les articles L2124-2, R2124-1, R2124-2, R2161-2 à R2161-5 du code de la commande publique.

1.4 Technique d'achat

Pour chaque lot, le marché est un **accord-cadre multiattributaires à marchés subséquents**, passé en application des articles **L2125-1, R2162-1 à R2162-6 et R2162-7 à R2162-12** du Code de la commande publique.

La multiattribution est composée de : **3 titulaires** au maximum sous réserve d'un nombre suffisant de candidatures et d'offres. Toutefois, le CHD Vendée se réserve la possibilité d'attribuer les lots même en présence d'un nombre inférieur de soumissionnaires.

Pour chaque lot, les prestations feront l'objet de **marchés subséquents**, attribués après remise en concurrence entre les titulaires de l'accord-cadre, à chaque survenance d'un besoin.

Chaque marché subséquent est un accord cadre à bons de commandes sans minimum en quantité ou en valeur avec un maximum en quantité en application de l'article R2162-8 du code de la commande publique.

Les quantités indiquées dans le Bordereau des prix unitaires/ Détail quantitatif Estimatif correspondent à des quantités estimatives et n'ont pas de valeur contractuelle.

La quantité maximum de l'accord cadre à bons de commandes pour chaque marché subséquent, correspond à 20% du volume estimatif annuel du lot inscrit dans le Bordereau des prix unitaires/Détail Quantitatif Estimatif.

Ce mode d'achat permet à l'acheteur d'adapter précisément les commandes en fonction des quantités, des conditions logistiques ou des contraintes spécifiques à chaque période.

1.5 Variantes :

En cohérence avec le règlement de consultation, la **présentation de variantes n'est pas autorisée**. Les candidats doivent répondre strictement aux prestations définies dans le présent marché et ses annexes.

ARTICLE 2 - ALLOTISSEMENT

Les prestations sont réparties en 8 lots :

Lots	Produits	Montant estimatif annuel en € HT
01	Fourniture de fruits et légumes frais – 1 ^{ère} gamme	192 566 €
02	Fourniture de pommes – 1 ^{ère} gamme	28 068 €
03	Fourniture poires – 1 ^{ère} gamme	26 320 €
04	Fourniture de fraises – 1 ^{ère} gamme	30 821 €
05	Fourniture de melons – 1 ^{ère} gamme	36 102 €
06	Fourniture de Kiwi – 1 ^{ère} gamme	43 490 €
07	Fourniture de poissons frais	3 177 €
08	Fourniture de produits de la mer	12 247 €

Le montant total estimatif de la procédure s'élève à : 372 791 € HT annuel.

Le présent CCAP s'applique à l'ensemble des lots.

L'acheteur public se réserve la possibilité de passer des marchés portant sur des prestations similaires au présent accord-cadre, conformément à l'article R.2122-7 du code de la commande publique.

ARTICLE 3 - DUREE DU MARCHÉ

La durée initiale de cet accord-cadre est fixée à 12 mois à compter du 01/12/2025 ou à compter de sa date de notification si celle-ci intervient à une date postérieure.

Le présent accord-cadre est reconductible tacitement, 3 fois par période de 12 mois. La durée maximum de l'accord-cadre est donc de 48 mois (4 ans) maximum, reconductions éventuelles comprises.

Les Titulaires ne pourront refuser la reconduction de l'accord-cadre et ne pourront élever quelque réclamation dans ce cas. Les marchés subséquents peuvent être lancés pendant toute la durée de validité de l'accord-cadre.

La durée d'exécution des marchés subséquents prend en compte la nature des prestations et la nécessité d'une remise en concurrence périodique. La durée et les éventuelles conditions de reconduction seront précisées pour chaque marché subséquent.

Les marchés subséquents pourront s'exécuter au-delà de la date de fin de validité de l'accord cadre dans un délai maximum de 2 mois.

A l'expiration de l'accord-cadre, les marchés subséquents passés antérieurement à cette expiration et sur la base de cet accord-cadre continueront d'être régulièrement exécutés. Si l'accord-cadre est résilié, les marchés subséquents passés antérieurement à cette résiliation et sur la base de cet accord-cadre continueront d'être régulièrement exécutés jusqu'à leur terme.

Si le pouvoir adjudicateur ne souhaite pas reconduire l'accord-cadre, il doit prendre une décision expresse de non-reconduction, qu'il notifie aux titulaires au plus tard 60 jours calendaires avant la date d'échéance de la période initiale de l'accord-cadre ou d'une reconduction ultérieure.

Les titulaires ne peuvent s'opposer à la non-reconduction de l'accord-cadre et ne peuvent élever quelque réclamation dans ce cas.

Conformément aux dispositions de l'article R2122-7 du Code de la Commande Publique, le groupement peut passer un marché de fournitures sans publicité ni mise en concurrence préalables ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles qui ont été confiées aux titulaires de l'accord-cadre.

ARTICLE 4 – PIÈCES CONTRACTUELLES DU MARCHÉ

4.1 Ordre de priorité

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG fournitures courantes et services 2021, Le présent marché est constitué par les documents énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

Pièces de l'accord-cadre :

- Acte d'engagement et ses annexes,
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) commun à tous les lots,
- Le bordereau des prix unitaires,
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP)
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG) des marchés publics de fournitures courantes et de services approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021, publié au JORF du 1er avril 2021 (*)
- La fiche logistique,
- Le mémoire technique du titulaire contenant entre autres :
 - o *Le questionnaire technique (annexe 4 au CCAP)*
 - o *Le questionnaire fournisseur ISO 22000 (annexe 2 au CCAP)*
 - o *Le protocole sécurité site la Roche-Sur-Yon (annexe 3 au CCAP)*
- Le tarif ou barème ou catalogue tarifs publics avec remise consentie

Pièces des marchés subséquents :

- Bordereau des Prix Unitaires (BPU) du marché subséquent valant acte d'engagement du marché subséquent,
- Le(s) bon(s) de commande émis pour l'exécution du marché subséquent
- L'Acte d'engagement de l'accord-cadre,
- Le Cahier des Clauses Particulières (CCAP) de l'accord-cadre,
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG) des marchés publics de fournitures courantes et de services approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021, publié au JORF du 1er avril 2021 (*)
- Offre technique du titulaire remise pour l'accord-cadre,
- Un justificatif d'approvisionnement direct dans le cas où une proposition de fourniture de certains produits (tomates, pommes, poires, melons) en fonction de la saisonnalité serait retenue,

() Ce document est un document général que le titulaire de chaque lot peut se procurer sur le site internet : Legifrance.fr*

Le titulaire accepte expressément ne pas se prévaloir de ses conditions générales de vente.

Le titulaire reconnaît expressément être en possession et avoir pris connaissance de ces documents dont il accepte les dispositions. Toutes les dispositions spécifiques de l'offre du titulaire, hormis celles issues de dispositions légales impératives, et les documents associés pouvant induire une restriction en termes d'obligation et d'engagement par rapport aux documents contractuels et au présent marché sont inopposables au pouvoir adjudicateur quelle qu'en soit la forme.

4.2 Pièces à remettre au titulaire

- par dérogation à l'article 4.2.1 du CCAG FCS, la notification du marché comprend une copie, délivrée sans frais par l'acheteur au titulaire, de l'acte d'engagement et des autres pièces constitutives du marché, à l'exception du CCAG, des CCTG et, plus généralement, de toute pièce ayant fait l'objet d'une publication officielle. Elle ne comprendra pas non plus les pièces du titulaire cités dans les documents constitutifs du marché à l'article précédent, le 4.1.

ARTICLE 5 – CONFIDENTIALITE, PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES, MESURES DE SECURITE

5.1 Obligation de confidentialité

Le titulaire se reconnaît tenu au secret professionnel avec son personnel et à l'obligation de réserve pour tout ce qui concerne les faits, informations, études, documents et décisions dont il a connaissance au cours de l'exécution du présent marché. Toute communication écrite ou verbale auprès de tiers, sans le consentement de l'acheteur est interdite. Toutefois, le titulaire peut citer le présent marché parmi ses références.

Il sera fourni au titulaire du marché toute la documentation nécessaire à l'exercice de sa mission. Certains documents transmis par l'acheteur seront strictement consultables sur site.

A échéance de la mission, le prestataire restituera automatiquement et immédiatement l'ensemble des documents qui lui aura été confié dans le cadre du marché. Le prestataire ne peut en conserver une copie.

L'organisme retenu ne pourra en aucun cas se prévaloir des relations commerciales entretenues avec l'établissement, et en faire une publicité directe ou indirecte, sauf autorisation expresse de l'acheteur.

5.2 Respect des règles de sécurité, d'hygiène et de discipline

Le titulaire assure sous sa responsabilité, la sécurité et la discipline de son personnel au sein de l'établissement. Dans tous les cas, le titulaire s'engage à faire respecter :

- la discrétion à l'égard des usagers qu'il serait amené à rencontrer à l'intérieur de l'établissement
- l'application du règlement intérieur de l'établissement, de consignes d'hygiène et de sécurité
- le plan de prévention des risques

5.3 Protection des Données Personnelles

Lorsque le titulaire met en œuvre un traitement de données personnelles pour le compte de l'acheteur, pour que ce traitement réponde aux exigences de la réglementation et garantisse en particulier la protection des droits des personnes physiques identifiées ou identifiables qu'il concerne, un contrat de sous-traitance au sens de l'article 28.8 du Règlement Européen sur la protection des données qui précise notamment :

– la finalité, la description et la durée du traitement dans le strict respect des instructions documentées de l'acheteur ;

- les obligations de l'acheteur et celles du titulaire vis-à-vis de ce dernier, en particulier l'obligation de l'informer de toute difficulté dans l'application de la réglementation, de tout projet de recours à un tiers pour la mise en œuvre du traitement, ou encore de toute demande de communication de données qui lui serait adressée, ainsi que, lorsque celle-ci serait contraire à la réglementation française et européenne, des mesures adoptées pour s'y opposer ;
- les modalités de prise en compte du droit à l'information et des autres droits des personnes concernées, dont l'exercice doit être garanti ;
- les mesures de sécurité mises en œuvre pour garantir l'intégrité, la confidentialité et la disponibilité des données, ainsi que les conditions de notification des violations de données à caractère personnel ;
- la durée et les modalités de conservation des données et le sort de celles-ci au terme de l'exécution du marché. Le contrat de sous-traitance précisera également les pénalités applicables au titulaire en cas de méconnaissance de la réglementation.

En cas de manquement par le titulaire ou son sous-traitant à ses obligations légales et contractuelles relatives à la protection des données personnelles, le marché peut être résilié pour faute en application de l'article 41 du CCAG FCS.

5.4 Information des sous-traitants

Le titulaire informe ses sous-traitants de leur soumission aux obligations énoncées au présent article 5. Il reste responsable du respect de celles-ci. Pour rappel, les marchés de fournitures, ne peuvent donner lieu à sous-traitance, que s'ils comportent des services ou des travaux de pose ou d'installation (article L2193-1 du code de la commande publique).

ARTICLE 6 – PROTECTION MAIN D'ŒUVRE ET CONDITIONS DE TRAVAIL

Le titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatives à la protection de la main d'œuvre et aux conditions du travail.

En application des articles D.8222-5 ou D8222-7 et D8222-8 du Code du Travail, le titulaire fournira les documents demandés dans les conditions fixées à ces articles **tous les six mois à compter de la date de notification du marché et ce jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci. Le titulaire devra remettre ces justificatifs sans attendre une action quelconque de l'acheteur public. Ces éléments seront à remettre par mail au gestionnaire marché référent du présent dossier (cf coordonnées à la fin du document).**

Dans le cas de prestataires groupés, le respect de ces mêmes obligations par les co-traitants doit être assuré à la diligence et sous la responsabilité du mandataire.

En application des articles D8254-2, D8254-4 et D8254-5 du Code du Travail et **avant la notification du marché, le titulaire doit remettre à l'acheteur une attestation sur l'honneur** indiquant s'il a ou non l'intention de faire appel, pour l'exécution du marché, à des salariés de nationalité étrangère et, dans l'affirmative, certifiant que ces salariés sont ou seront autorisés à exercer une activité professionnelle en France.

La proportion maximale des ouvriers d'aptitudes physiques restreintes rémunérés au-dessous du taux normal des salaires par rapport au nombre total des ouvriers de la même catégorie employés sur le chantier ne peut excéder 10% et le maximum de réduction possible de leur salaire est fixé à 10%.

6.1 Respect de la réglementation

Cet article complète l'article 6.1 et déroge à l'article 6.2 du CCAG.

Le titulaire est tenu au respect des huit conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail dans les conditions fixées à l'article 6.1 du CCAG. L'acheteur peut lui demander de justifier du respect de ces obligations en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations.

En cas d'évolution de la législation sur la protection de la main d'œuvre et des conditions de travail en cours d'exécution du marché, le titulaire est tenu de se conformer aux modifications demandées par l'acheteur pour se conformer à la réglementation en vigueur.

Les nouvelles obligations s'imposent alors au titulaire dès la notification de l'ordre de service correspondant sans qu'il soit signé une modification au marché sauf en cas d'incidence financière avérée. Le titulaire devra informer l'acheteur lorsque la nouvelle réglementation aura été mise en œuvre pour le marché.

En cas de violation par le titulaire de ses obligations en matière de protection de la main d'œuvre et de conditions de travail, l'acheteur peut résilier le marché en application de l'article 32.1.a du CCAG.

6.2 Respect des obligations sociales et lutte contre le travail dissimulé - Dispositif de vigilance : transmission des justificatifs en cours d'exécution du contrat

Cet article complète l'article 6 du CCAG.

Le titulaire s'engage à fournir à l'acheteur **sans demande expresse de ce dernier**, tous les 6 mois à compter de la notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur prévues à l'article D 8222-5 modifié (titulaire établi ou domicilié en France) ou D 8222-7 (titulaire établi ou domicilié à l'étranger) modifié du code du travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont transmises par tout moyen permettant de donner date certaine, par le titulaire, à l'adresse suivante :

CHD VENDEE
DEPARTEMENT DES RESSOURCES MATERIELLES ET DU PATRIMOINE
CELLULE JURIDIQUE DES CONTRATS DE LA COMMANDE PUBLIQUE
LES OUDAIRIES
85925 LA ROCHE SUR YON CEDEX 9

Le titulaire s'engage également à imposer cette obligation à ses sous-traitants qui devront lui transmettre les pièces indiquées ci-dessus.

Conformément aux articles L2141-1 à LL2141-11 CCP, si le titulaire se trouve en cours d'exécution du contrat en situation d'interdiction de soumissionner aux marchés publics ou en cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés à l'article R2144-1 CCP, ou de refus de produire les pièces prévus aux articles D 8222-5 modifié ou D 8222-7 et D 8222-8 modifié du code du travail, il est fait application aux torts du titulaire des conditions de résiliation prévues au présent contrat.

Le titulaire ne peut prétendre à aucune indemnité suite à cette résiliation.

Si la personne publique décide de conclure un autre marché après résiliation, les éventuels excédents de dépenses sont prélevés sur les sommes dues au titre du marché résilié sans préjudice des droits à exercer contre le titulaire en cas d'insuffisance. Les diminutions éventuelles des dépenses restent acquises à la personne publique. Les dispositions de l'article 36 du CCAG s'appliquent.

6.3 Respect des dispositions prévues pour l'emploi de salariés étrangers - Dispositif de vigilance : transmission des pièces justificatives en cours d'exécution

Dans le cadre de l'article L8254-1 du code du travail, le titulaire établi en France qui recourt à l'emploi de salariés étrangers (article D 8254-2 du code du travail) ou le titulaire établi à l'étranger qui détache des salariés sur le

territoire national français pour l'exécution du présent marché (article D 8254-3 du code du travail), s'engage à fournir à l'acheteur **sans demande expresse de ce dernier**, tous les 6 mois à compter de la notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à autorisation de travail. Cette liste comprendra les indications prévues à l'article D 8254-2 du code du travail.

Les informations mentionnées ci-dessus sont transmises par le titulaire, par tout moyen permettant de donner date certaine, à l'adresse renseignée au 6.2 ci-dessus.

Le titulaire s'engage également à imposer cette obligation à ses sous-traitants qui devront lui transmettre les pièces indiquées ci-dessus. Conformément à l'article 41 du CCAG, l'acheteur peut résilier le marché pour faute du titulaire. Le titulaire ne peut prétendre à aucune indemnité suite à cette résiliation.

Si la personne publique décide de conclure un autre marché après résiliation, les éventuels excédents de dépenses sont prélevés sur les sommes dues au titre du marché résilié sans préjudice des droits à exercer contre le titulaire en cas d'insuffisance. Les diminutions éventuelles des dépenses restent acquises à la personne publique. Les dispositions de l'article 45.4 du CCAG s'appliquent.

6.4 Dispositif de vigilance en matière de déclaration des travailleurs détachés

L'article L 1262-4-1 du code du travail impose à l'acheteur une obligation de vigilance en matière de respect de la réglementation relative aux travailleurs détachés.

En vue de respecter ces dispositions et notamment l'article R. 1263-12 du code du travail, le titulaire qui se trouve dans l'une des situations suivantes :

- s'il est établi hors de France et s'il envisage de détacher des travailleurs pour l'exécution du présent contrat,
- si l'un ou plusieurs de ses éventuels sous-traitants directs ou indirects envisagent de détacher des salariés pour l'exécution du présent contrat,
- s'il contracte, ou si l'un ou plusieurs de ses éventuels sous-traitants contractent avec une ou des entreprises exerçant une activité de travail temporaire qui envisagent de détacher des salariés pour l'exécution du présent contrat, s'engage, avant le début de chaque détachement d'un ou de plusieurs salariés, à fournir à l'acheteur, sans demande expresse de ce dernier, les documents suivants :
- une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité territoriale de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation du travail et de l'emploi, conformément aux dispositions des articles R.1263-3, R.1263-4-1 et R.1263-6 du code du travail ;
- une copie du document désignant le représentant mentionné à l'article R. 1263-2-1.

Le titulaire doit transmettre les documents indiqués ci-dessus que le travailleur soit détaché par le titulaire, par l'un de ses sous-traitants directs ou indirects ou par une entreprise exerçant une activité de travail temporaire avec laquelle le titulaire ou l'un de ses sous-traitants a contracté.

Les documents mentionnés ci-dessus sont transmis par le titulaire, par tout moyen permettant de donner date certaine à l'adresse renseignée au 6.2 ci-dessus.

Le titulaire s'engage envers l'acheteur à entretenir des relations contractuelles loyales et à les informer de difficultés quelconques menaçant le bon déroulement du marché. Le marché sera résilié pour faute exclusive du titulaire et sans indemnité s'il tente de tromper l'acheteur. Ce dernier engagera toutes les poursuites utiles devant les tribunaux compétents afin d'obtenir tout dédommagement.

ARTICLE 7 – PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT, SECURITE ET SANTE

Le titulaire veille à ce que les prestations qu'il effectue respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes, et de préservation du voisinage. Il doit être en mesure d'en justifier le respect, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande de l'acheteur.

En cas d'évolution de la réglementation dans ces domaines en cours d'exécution du marché, les modifications éventuelles, demandées par l'acheteur afin de se conformer aux règles nouvelles, donnent lieu à la signature d'un avenant par les parties au marché dans les conditions de l'article 25 du présent CCAP ou, en l'absence d'accord entre les parties, à une modification unilatérale par l'acheteur.

ARTICLE 8 – REPARATION DES DOMMAGES

En cas de risque hors de proportion avec le montant du marché, l'acheteur peut prévoir un plafonnement éventuel des garanties en fonction de l'objet et des caractéristiques du marché.

ARTICLE 9 – ASSURANCES

Le titulaire doit contracter toutes les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de l'acheteur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations. Le titulaire doit justifier, dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

CHAPITRE 2 – PRIX ET REGLEMENT

ARTICLE 10 – LE PRIX

10.1 Généralités

L'unité monétaire de l'accord-cadre est l'euro (€).

Le prix des marchés subséquents conclus sur le fondement du présent accord-cadre se fait sur la base de prix unitaires appliqués aux quantités réellement exécutées au cours de son exécution.

Les prix du marché sont les prix unitaires nets HT indiqués dans le bordereau de prix unitaires (annexe 1 à l'acte d'engagement), à chaque remise en concurrence. Le titulaire s'engage à livrer les fournitures au prix applicable dans le marché subséquent et à ne pas modifier ses prix à la livraison.

Les prix unitaires nets HT proposés ne pourront, en aucun cas, être supérieurs aux prix des barèmes que le titulaire applique à l'ensemble de sa clientèle sous peine de résiliation.

Concernant un titulaire étranger, le prix libellé en euro restera inchangé en cas de variation de change. Tous les documents, factures, modes d'emploi doivent être rédigés en français. Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union Européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations hors TVA et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identité fiscale.

D'une manière générale, les prix comprennent tous les frais afférents au conditionnement, à l'emballage, à la manutention, à l'assurance, au stockage, au transport jusqu'au lieu de livraison.

Le prix de règlement du marché s'entend TTC, au taux de TVA en vigueur.

10.2 Forme du prix

Le marché est conclu à prix unitaires pour l'ensemble des prestations.

10.3 Prix définitifs

La date d'établissement du prix initial correspond à la date de remise de l'offre par le titulaire au stade de l'accord cadre.

Les prix sont fermes sur le mois de livraison pour le lot n° 1 à 6 et sur la semaine de livraison définie pour les lots 7 et 8. Ils s'entendent sans minimum de commande ni frais de facturation ou de gestion.

10.4 Modalités de révision des prix

Les dispositions du présent article s'appliquent à l'accord cadre et aux marchés subséquents.

Dans le cadre du présent marché public :

- ❖ **pour les lots 1 à 6**, il a été retenu, conformément aux exigences de transparence, d'égalité de traitement et de bonne gestion des deniers publics, d'utiliser la cotation officielle hebdomadaire du Marché d'Intérêt National (MIN) de Nantes comme indice unique de référence pour la révision des prix.

Cette décision repose sur les motifs suivants :

- Le MIN de Nantes est une plateforme d'approvisionnement majeure, reconnue et accessible à l'ensemble des opérateurs économiques du secteur, garantissant ainsi une information fiable, objective, et publique.
 - Les cotations publiées par le MIN de Nantes sont consultables librement sur son site officiel et représentent une base commune, transparente et équitable pour tous les soumissionnaires, évitant toute disparité dans l'appréciation des évolutions tarifaires.
 - Cette référence permet d'assurer une parfaite comparabilité des offres, simplifie le calcul des révisions de prix, et facilite le contrôle par le pouvoir adjudicateur.
 - Ce choix contribue à la sécurisation juridique du marché et à la maîtrise budgétaire, en évitant les écarts liés à l'utilisation d'indices disparates ou non homogènes.
- ❖ pour les lots 7 et 8, il a été retenu, conformément aux exigences de transparence, d'égalité de traitement et de bonne gestion des deniers publics, d'utiliser la cotation officielle hebdomadaire du Marché d'Intérêt National (MIN) de Nantes comme indice unique de référence pour la révision des prix.

Cette décision repose sur les motifs suivants :

- L'indice Agrimer est une source officielle, publique et régulièrement mise à jour, reconnue par les professionnels du secteur des produits frais et de la pêche.
- Il reflète fidèlement l'évolution des cours des produits de la mer au niveau national, permettant ainsi une adaptation objective et transparente des prix du marché aux conditions économiques réelles.
- Ce mode de révision garantit l'équilibre économique du marché, tout en assurant la maîtrise des dépenses publiques.
- Il est adapté aux marchés de denrées périssables dont les prix sont soumis à de fortes fluctuations.

Par conséquent, il est expressément demandé à tous les candidats de prendre en compte ces éléments pour l'établissement de leurs offres et pour les éventuelles révisions de prix pendant toute la durée du marché.

En aucun cas, les variations de prix sur une période donnée ne peuvent être supérieures à celles constatées pour les mêmes produits sur la cotation des prix des marchés d'intérêt national (MIN) de Nantes (lot 1 à 6) ou par le Réseau des Nouvelles des Marchés de France AgriMer (lot 7 et 8).

10.4.1 Principe général

Concernant les lots 1 à 6 :

Dans le cadre du présent accord-cadre multi-attributaires, les prix proposés par les titulaires peuvent être révisés, uniquement à l'occasion d'une remise en concurrence dans le cadre d'un marché subséquent.

Cette révision repose sur les cotations officielles hebdomadaires publiées par le Marché d'Intérêt National (MIN) de Nantes, qui constituent une source publique, neutre et régulièrement mise à jour pour l'ensemble des produits visés par le marché.

Les données sont consultables sur le site officiel du MIN : <https://www.min-nantes.fr>.

Concernant les lots 7 et 8 :

Dans le cadre du présent accord-cadre multi-attributaires, les prix proposés par les titulaires peuvent être révisés, uniquement à l'occasion d'une remise en concurrence dans le cadre d'un marché subséquent.

Cette révision repose sur l'indice officiel publié par le Réseau des Nouvelles des Marchés de France (Agrimer) qui constitue une source publique, neutre et régulièrement mise à jour pour l'ensemble des produits visés par le marché.

Les données sont consultables sur le site officiel : <https://www.agrimer.fr>.

10.4.2 Révision concomitante à la remise en concurrence

La révision des prix est strictement liée à chaque remise en concurrence. Elle ne peut intervenir qu'à cette occasion, et à l'initiative du titulaire. Les titulaires doivent intégrer leurs prix révisés dans leur offre transmise pour le marché subséquent concerné. En l'absence de prix révisé transmis dans l'offre, les prix initialement fixés dans l'accord cadre (Po) ou les derniers prix révisés seront réputés maintenus. Aucune révision rétroactive ou différée ne sera admise.

10.4.3 Formule de révision**Concernant les lots 1 à 6 :**

La révision des prix s'applique produit par produit, selon la formule suivante :

$$Pr = Po \times \frac{Ct}{Co}$$

Avec :

- Pr : prix unitaire révisé applicable dans le cadre du marché subséquent en cours ;
- Po : prix unitaire initial figurant dans le bordereau des prix de l'accord-cadre valant également 1^{er} marché subséquent ;
- Co : prix moyen pondéré du produit au MIN de Nantes sur les 4 semaines précédant la notification de l'accord-cadre valant également 1^{er} marché subséquent ou du dernier marché subséquent ;
- Ct : prix moyen pondéré constaté au MIN de Nantes pour ce même produit, sur les 4 semaines précédant la date limite de remise des offres du marché subséquent en cours.

Concernant les lots 7 et 8 :

La révision des prix s'applique produit par produit, selon la formule suivante :

$$Pr = Po \times \frac{It}{Io}$$

Avec :

- Pr : prix unitaire révisé applicable dans le cadre du marché subséquent en cours,
- Po : prix unitaire initial figurant dans le bordereau des prix de l'accord-cadre valant également premier marché subséquent ;
- Io : indice Agrimer publié relatif au produit concerné lors de la date limite de remise des offres de l'accord cadre valant également 1^{er} marché subséquent ou du dernier marché subséquent ;
- It : indice Agrimer publié relatif au produit concerné lors de la date limite de remise des offres du marché subséquent en cours.

Dans tous les cas, le titulaire fournit, à la demande, les cotations et éléments de calcul justifiant les prix proposés.

10.4.4 Périodicité et encadrement mensuel

- La révision peut être effectuée au maximum une fois par mois, et uniquement si un marché subséquent est lancé au cours de ce mois.

- La variation du prix unitaire est plafonnée à ± 3 % par mois, par rapport au prix appliqué lors de la précédente remise en concurrence.
- Tout écart supérieur est automatiquement ramené à ± 3 %, sans exception.

10.4.5 Clause de butoir cumulatif

Sur l'ensemble de la durée du marché (y compris reconductions tacites), les variations cumulées des prix unitaires sont limitées comme suit :

- À la hausse : le prix unitaire révisé d'un produit ne pourra excéder +20 % par rapport à son prix initial (Po),
- À la baisse : il ne pourra être inférieur à -10 % par rapport à ce même prix initial.

Tout dépassement sera automatiquement ajusté au plafond ou au plancher applicable, sans justification nécessaire de la part du titulaire.

10.4.6 Dérogation ponctuelle au butoir cumulatif (à l'initiative de l'acheteur public)

À titre exceptionnel, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de déroger temporairement au butoir cumulatif défini à l'article 5, à l'occasion d'une remise en concurrence, dans l'un des cas suivants :

- forte hausse conjoncturelle ou rupture sur certaines filières,
- événement climatique ou sanitaire majeur impactant les approvisionnements,
- tensions exceptionnelles sur les marchés agricoles.

Cette dérogation :

- est décidée unilatéralement par l'acheteur public,
- doit être précisée explicitement dans les documents de la consultation du marché subséquent concerné (courrier ou plateforme),
- ne crée aucun droit automatique pour les titulaires à obtenir une hausse du butoir.

L'acheteur public veille à appliquer cette disposition dans le respect du principe d'égalité de traitement entre les opérateurs consultés.

10.4.7 Offres promotionnelles ponctuelles

Les titulaires peuvent proposer, lors d'une remise en concurrence, des prix inférieurs aux prix révisés, à titre commercial, sous réserve que :

- ces prix soient clairement identifiés comme offres promotionnelles ponctuelles,
- ils ne soient assortis d'aucune contrepartie,
- et qu'ils ne modifient ni la base de révision, ni les prix applicables au marché suivant.

Ces gestes commerciaux ne constituent ni remises, ni rabais, ni ristournes au sens de la réglementation sur les marchés publics.

10.4.8 Clause de sauvegarde

En cas de circonstances exceptionnelles (fermeture temporaire du MIN, force majeure, crise de marché, grève généralisée, etc.), le pouvoir adjudicateur pourra :

- suspendre temporairement l'application de la clause de révision,
- proposer une méthode de révision alternative (par exemple, autres marchés de gros),
- ou résilier l'accord-cadre ou le marché subséquent concerné, sans indemnité.

Dans le cas d'une résiliation de l'accord cadre et afin de tenir compte des délais d'organisation d'une nouvelle consultation, la résiliation interviendra six (6) mois après la réception, par le titulaire, de la lettre de résiliation de l'accord cadre. Pendant cette période, les prix de règlement du marché seront ceux du marché subséquent en cours.

10.4.9 Sanctions

Tout manquement du titulaire aux règles de révision énoncées ci-dessus (non-respect des délais, données falsifiées, dépassement non autorisé des plafonds) entraînera :

- le rejet de l'offre remise dans le cadre du marché subséquent concerné,
- ou, en cas de manquements répétés ou frauduleux, la résiliation de l'accord-cadre aux torts du titulaire.

10.5 Modalités de passation et d'exécution des marchés subséquents :

10.5.1 Modalités de mise en concurrence des marchés subséquents

Pendant la durée de validité de l'accord cadre, les marchés subséquents seront attribués après remise en concurrence des titulaires de l'accord cadre, effectuée par l'envoi d'une lettre de consultation (matérialisée par un mail ou un fax) sans publicité préalable.

Les titulaires de l'accord-cadre sont dans l'obligation de répondre aux remises en concurrence. Suite à la présentation de 3 offres avec un taux "d'incomplétude" égal ou supérieur à 25% des lignes de produits demandés, ou en l'absence d'offre, l'accord cadre pourra être résilié à l'égard du ou des titulaires fautifs.

En cas de stricte égalité à l'issue de l'analyse des offres, le marché subséquent sera attribué au titulaire de l'accord cadre ayant adressé le premier une offre (horodatage du mail ou fax faisant foi).

Les entreprises retenues ou non retenues seront informées des résultats par mail.

Le délai de validité des offres des marchés subséquents est de 10 jours.

- **Pour les lots 1 à 6,** les remises en concurrence interviendront sur les produits indiqués dans le bordereau de prix unitaires joint en annexe, en fonction des besoins et de la saison, selon une périodicité mensuelle, dans les conditions suivantes :
 - **Un lundi par mois avant 14h00,** le Responsable des Achats Restauration du Groupement de Commande ou son adjoint adressera aux titulaires par mail ou par fax, les besoins en volume et en produits,
 - **Le lendemain, soit un mardi par mois avant 11h00,** chacun des titulaires de l'accord cadre adressera son offre sur les produits demandés à l'aide du bordereau de prix unitaires joint en annexe dûment rempli pour le mois suivant et son tarif applicable à l'ensemble de sa clientèle par mail aux 2 adresses suivantes : responsable.magasins.luçon@chd-vendee.fr et magasins.alimentaires.luçon@chd-vendee.fr ou par fax au 02-51-28-34-72.
 - Le bordereau de prix unitaires constituant l'offre de chaque titulaire aura une valeur contractuelle.

Le choix du fournisseur pour le mois considéré sera réalisé sur la base des critères "marchés subséquents" présentés ci-après.

- **Pour le lot n°7,** pendant la durée de validité de l'accord cadre, les marchés subséquents seront attribués après remise en concurrence des titulaires de l'accord cadre, effectuée par l'envoi d'une lettre de consultation (matérialisée par un mail ou un fax) sans publicité préalable.
 - **Un lundi par mois avant 14h00,** le Responsable des Achats Restauration du Groupement de Commandes adressera aux titulaires par mail ou par fax, les besoins en volume. Les titulaires de l'accord-cadre devront proposer, au minimum, 2 types de poissons différents.

- **Tous les mardis de chaque semaine avant 11h00**, chacun des titulaires de l'accord cadre adressera son offre en fonction des besoins demandés pour la semaine, à l'aide du bordereau de prix unitaires joint en annexe dûment rempli et son tarif applicable à l'ensemble de sa clientèle par mail aux 2 adresses suivantes : responsable.magasins.luçon@chd-vendee.fr et magasin.alimentaire.luçon@chd-vendee.fr ou par fax au 02-51-28-34-72.
- Le bordereau de prix unitaires constituant l'offre de chaque titulaire aura une valeur contractuelle.

Le choix du fournisseur pour la période considérée sera réalisé sur la base des critères "marchés subséquents" présentés ci-après. Néanmoins, le choix de l'acheteur dépendra des variétés de poissons issus de la pêche.

Comme la comparaison des prix se fera entre poissons de variété identique, il est demandé aux titulaires dans la limite du possible (donc selon le résultat de la pêche), de proposer un minimum de 2 variétés de poissons. Pour répondre à des exigences nutritionnelles, l'acheteur se réserve le droit de choisir discrétionnairement la variété de poisson de la semaine. Il appliquera ensuite les critères "marchés subséquents" pour déterminer le titulaire du marché subséquent.

- **Pour le lot n°8**, pendant la durée de validité de l'accord cadre, les marchés subséquents seront attribués après remise en concurrence des titulaires de l'accord cadre, effectuée par l'envoi d'une lettre de consultation (matérialisée par un mail ou un fax) sans publicité préalable.
- Un lundi par mois avant 14h00, le Responsable des Achats Restauration du Groupement de Commandes adressera aux titulaires par mail ou par fax, les besoins en volume. Les titulaires de l'accord-cadre devront proposer, au minimum, 2 types de moules différentes.
Tous les mardis de chaque semaine avant 11h00, chacun des titulaires de l'accord cadre adressera son offre en fonction des besoins demandés pour la semaine, à l'aide du bordereau de prix unitaires joint en annexe dûment rempli et son tarif applicable à l'ensemble de sa clientèle par mail responsable.magasins.luçon@chd-vendee.fr et magasin.alimentaire.luçon@chd-vendee.fr ou par fax au 02-51-28-34-72. Le bordereau de prix unitaires constituant l'offre de chaque titulaire aura une valeur contractuelle.

Le choix du fournisseur pour la période considérée sera réalisé sur la base des critères "marchés subséquents" présentés ci-après. Néanmoins, le choix de l'acheteur dépendra des variétés de moules issues de la pêche. Comme la comparaison des prix se fera entre moules de variété identique, il est demandé aux titulaires dans la limite du possible (donc selon le résultat de la pêche), de proposer un minimum de 2 variétés de moules. (Pour répondre à des exigences nutritionnelles, l'acheteur se réserve le droit de choisir discrétionnairement la variété de moule de la semaine. Il appliquera ensuite les critères "marchés subséquents" pour déterminer le titulaire du marché subséquent.

10.5.2 Critères marchés subséquents

Les critères et sous-critères utiles à l'attribution des marchés subséquents seront les mêmes que ceux utilisés pour l'attribution de l'accord-cadre. Dès lors, l'offre technique (et la note obtenue) au stade de l'accord-cadre reste valable pour les marchés subséquents, mais les titulaires restent libres de mettre à jour leur offre technique en cas d'évolution de process notamment, par la remise de documents/notes techniques complémentaires (dans ces cas, la note technique du titulaire peut être revue).

La pondération des critères pourra varier en fonction des spécificités des produits objets des marchés subséquents. Cette variation des pondérations obéira aux fourchettes suivantes :

- Pondération critère « Valeur Technique » comprise entre 20% et 30%
- Pondération « Prix des prestations » comprise entre 70% et 80%

Important: en raison de la saisonnalité, des problématiques de stocks liés aux conditions météorologiques etc. il peut arriver, à l'occasion d'un marché subséquent, qu'un titulaire de l'accord-cadre ne soit pas en mesure de proposer tous les produits demandés au marché subséquent.

Dans une telle situation, l'offre du candidat ne sera pas immédiatement déclarée irrégulière et écartée.

En effet, si cette "incomplétude" au cours d'un marché subséquent atteint 10% des lignes de produits demandés au marché subséquent, l'offre reste analysable, mais la note technique du candidat se verra appliquer une "décote" de 5% pour "incomplétude de l'offre".

A compter de 25% des lignes de produits demandés au marché subséquent, non-couvertes par le candidat, l'offre est alors considérée comme "irrégulière" et sera écartée de l'analyse et non-classée.

Pour chaque offre, une note inférieure à 10/20 pour la valeur technique sera considérée comme éliminatoire. Toute offre dont la note de la valeur technique sera inférieure à 10/20 ne sera donc pas classée et tout candidat ayant présenté une telle offre ne pourra être retenu à l'issue de la consultation pour le marché subséquent.

Les consultations pour les futurs marchés subséquents ne donneront lieu à aucune négociation avec les titulaires de l'accord-cadre.

Après analyse des offres réceptionnées, le pouvoir adjudicateur attribuera le marché subséquent et en informera par voie dématérialisée les entreprises retenues et les entreprises non-retenues.

10.6 Clause de non-exclusivité

Le présent accord-cadre à marchés subséquents n'a pas un caractère exclusif sur la totalité des besoins de l'acheteur. Ce dernier s'engage à passer auprès des titulaires des marchés subséquents au moins 90 % du volume total estimé de ses besoins en fruits et légumes frais pour la durée de l'accord-cadre. Les 10 % restants pourront être satisfaits par d'autres moyens, notamment par recours à d'autres titulaires de marchés publics ou à d'autres formes d'approvisionnement, selon les nécessités de service, la disponibilité des produits ou des considérations logistiques. Cette disposition vise à garantir la continuité de l'approvisionnement et la réactivité de l'acheteur sans remettre en cause le respect des principes fondamentaux de la commande publique.

ARTICLE 11 – MODALITES DE REGLEMENT

11.1 Les avances :

Sans objet

11.2 Les acomptes

Sans objet

11.3 Remise de la demande de paiement :

La remise de la demande de paiement intervient après l'admission des prestations spécifiées par le marché.

11.4 Contenu de la demande de paiement

La demande de paiement est datée. Elle mentionne les références du marché ainsi que, selon le cas :

- le montant des prestations admises, établi conformément aux stipulations du marché, hors TVA et, le cas échéant, diminué des réfections fixées conformément aux dispositions de l'article 30.3 du présent CCAP;
- la décomposition des prix forfaitaires et le détail des prix unitaires, ou que, eu égard aux prescriptions du marché, les prestations ont été effectuées de manière incomplète ou non conforme ;
- lorsqu'un paiement est prévu à l'issue de certaines étapes de l'exécution du marché, le montant correspondant à la période en cause ;
- le calcul, avec justifications à l'appui, des coefficients d'actualisation ;
- en cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique ;
- en cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total hors TVA, leur montant toutes taxes comprises ainsi que, le cas échéant les variations de prix établies hors TVA et toutes taxes comprises ;
- le cas échéant, les indemnités, primes et retenues autres que la retenue de garantie, établies conformément aux stipulations du marché.
- La demande de paiement précise les éléments assujettis à la TVA, en les distinguant selon le taux applicable.

En cas d'exécution de prestations aux frais et risques du titulaire défaillant, le surcoût supporté par l'acheteur est déduit des sommes dues au titulaire au titre des prestations admises. Ce surcoût correspond à la différence entre le prix que l'acheteur aurait dû régler au titulaire pour la réalisation des prestations et le prix effectivement payé pour l'exécution de celles-ci à la place du titulaire défaillant.

11.5 Acceptation par l'acheteur de la demande de paiement

L'acheteur accepte ou rectifie la demande de paiement. Il la complète, éventuellement, en faisant apparaître notamment les avances à rembourser, les primes et les réfections imposées.

Il arrête le montant de la somme à régler. Si ce montant est différent de celui figurant dans la demande de paiement, il notifie le montant qu'il a ainsi arrêté au titulaire.

La demande de paiement peut être refusée par l'acheteur lorsque celle-ci méconnaît les obligations de dématérialisation des factures à la charge du titulaire et de ses sous-traitants admis au paiement direct.

Par dérogation à l'article 11.8 du CCAG-FCS, le titulaire et ses sous-traitants admis au paiement direct se conforment sans mise en demeure préalable à l'obligation à leur charge des transmissions des factures sous forme électronique.

Pour rappel :

L'application de la réglementation relative au retard de paiement, prévue aux articles L. 2192-10 à L. 2192-15 du code de la commande publique, suppose que le créancier ait rempli son obligation légale de transmission d'une facture sous forme électronique prévue aux articles L. 2192-1 et L. 2392-1 du code de la commande publique.

11.6 Facturation électronique

Les modalités d'utilisation du portail « Chorus Pro » sont disponibles en cliquant sur le lien suivant : <https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/>

Les titulaires de marché et leurs sous-traitants doivent se conformer aux dispositions du Décret n°2019-748 du 18 juillet 2019 relatif à la facturation électronique dans la commande publique.

Ce texte codifie dans le code de la commande publique le décret no 2016-1478 du 2 novembre 2016 relatif à la facturation électronique. Il achève également la transposition de la directive 2014/55/UE du Parlement européen et du Conseil du 16 avril 2014 relative à la facturation électronique dans le cadre des marchés publics. A ce titre, il contient les mesures d'application des dispositions du code de la commande publique issues de l'article 193 de la loi no 2019-486 du 22 mai 2019 relative à la croissance et la transformation des entreprises en définissant notamment la norme européenne de facturation électronique et les mentions essentielles des factures électroniques.

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures mentionnées aux articles L. 3133-1 à L. 3133-3 du Code de la Commande Publique comportent les mentions suivantes:

10 La date d'émission de la facture;

20 La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture;

30 Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries;

40 En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, les références du contrat ou le numéro de l'engagement attribué par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture;

50 La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement;

60 La date de livraison des fournitures;

70 La quantité et la dénomination précise des produits livrés;

80 Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire;

90 Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération;

100 L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture;

110 Le cas échéant, les modalités de règlement ;

120 Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires. Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R. 123-221 du code de commerce.

Pour les émetteurs ne disposant pas du numéro d'identité mentionné à l'alinéa précédent, un arrêté du ministre chargé du budget, fixe l'identifiant qui doit être porté sur les factures.

Les codes chorus des établissements sont établis sur une annexe au présent CCAP transmise à la notification du marché.

ARTICLE 12 – REGLEMENT EN CAS DE GROUPEMENT D'OPERATEURS ECONOMIQUES OU SOUS-TRAITANCE

En cas de groupement conjoint, chaque membre perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de des propres prestations.

En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom des membres du groupement ou du mandataire.

Les prestations exécutées par les sous-traitants, dont les conditions de paiement ont été agréées par l'acheteur, sont payées dans les conditions financières prévues par un acte spécial (Formulaire DC4).

CHAPITRE 3 – DELAIS

ARTICLE 13 – DELAIS D'EXECUTION

Le début d'exécution des prestations est prévu à partir de la date de notification du bon de commande au titulaire.

L'expiration du délai d'exécution est prévue :

la date d'expiration du délai d'exécution est la date de livraison des produits.

Prolongation du délai d'exécution

Lorsque le titulaire est dans l'impossibilité de respecter les délais d'exécution, du fait de l'acheteur ou du fait d'un évènement ayant le caractère de force majeure, l'acheteur prolonge le délai d'exécution. Le délai ainsi prolongé, a les mêmes effets que le délai contractuel.

Pour bénéficier de cette prolongation, le titulaire signale à l'acheteur les causes faisant obstacle à l'exécution du marché dans le délai contractuel. Il dispose, à cet effet, d'un délai de quinze jours à compter de la date à laquelle ces causes sont apparues ou d'un délai courant jusqu'à la fin du marché, dans le cas où le marché arrive à échéance dans un délai inférieur à quinze jours. Il indique, par la même demande, à l'acheteur la durée de la prolongation demandée.

L'acheteur dispose d'un délai de quinze jours, à compter de la date de réception de la demande du titulaire pour lui notifier sa décision, sous réserve que le marché n'arrive pas à son terme avant la fin de ce délai. L'absence de réponse de l'acheteur vaut décision de rejet.

La demande de prolongation ne peut être refusée lorsque le retard est dû à l'intervention du prestataire dans le cadre d'un ordre de réquisition. Sous réserve que le marché n'ait pas lui-même pour objet de répondre à une situation d'urgence impérieuse résultant de circonstances imprévisibles, la demande de prolongation ne peut être refusée, lorsque le retard est dû à l'intervention du prestataire dans le cadre d'un autre marché passé en urgence impérieuse résultant de circonstances imprévisibles.

La durée d'exécution du marché est prolongée de la durée nécessaire à la réalisation des prestations réalisées sur réquisition ou pour les besoins du marché passé en urgence impérieuse.

Aucune demande de prolongation du délai d'exécution ne peut être présentée après l'expiration du délai contractuel d'exécution de la prestation.

ARTICLE 14 – PENALITES

14.1 Pénalités :

Faute par le Titulaire de remplir les obligations qui lui sont imposées par le marché, des pénalités peuvent lui être infligées.

Sont considérées comme des causes exonératoires de la responsabilité du Titulaire, et donc de l'application des pénalités, les hypothèses suivantes :

- La force majeure au sens de la jurisprudence administrative ;
- Le fait de tiers (hors ceux intervenant sous la responsabilité du Titulaire) ;
- La faute de l'Acheteur ou des personnes relevant de leur responsabilité au titre de l'exécution du présent marché.

La pénalité est notifiée par un courrier recommandé avec accusé de réception, ou par tout autre moyen permettant de s'assurer de sa réception par le Titulaire (mail avec accusé de réception, remise en main propre contre signature d'un récépissé, etc.).

Elles sont soit directement déduites du montant de la facture concernée ou du montant d'une facture ultérieure, ou font l'objet d'un titre de recette exécutoire à l'encontre du titulaire.

Le tableau ci-après précise la nature et le montant des pénalités auxquelles le Titulaire s'expose en cas de non-respect du marché.

Prestations décrites au CCTP/CCAP	Pénalités encourues en cas de non-conformité
Non-respect des horaires de livraisons 6h30-10h30	250 € par manquement constaté
Non-respect des délais de livraison	250 € par jour de dépassement constaté
Non-respect des transmissions des fiches techniques (à partir de deux courriels)	500 € par manquement constaté
Non-respect des normes sanitaires	500 € par manquement constaté
Non-respect des conditions de livraison	500 € par manquement constaté
Non-respect des normes de conservation des denrées	750 € par manquement constaté
Livraison de denrées non-conformes ou ne correspondant pas à la description du bon de commande (inclues DLC et DRC dépassées),	750 € de pénalité par incident constaté
Non-production des documents de contrôle exigés dans le CCTP (à partir de deux courriels)	500 € par manquement constaté
Non-respect de la valeur d'équivalence d'un produit de remplacement	500€ de pénalité par incident constaté
Non-respect de la nature des produits prévus au CCTP et les BPU	750 € de pénalité par composante
Non-respect de l'obligation de notification des violations à caractère personnel	50 € par manquement constaté
Non-respect de l'obligation d'un produit de substitution dans les délais impartis (24h) à la suite d'une indisponibilité temporaire	50 € par jour de retard
Absence lors d'une réunion validée par les parties	250 € par manquement constaté

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAF-FCS, la disposition selon laquelle le Titulaire est exonéré des pénalités de retard dont le montant total ne dépasse pas 1000€ HT pour l'ensemble du marché n'est pas applicable.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG FCS, Le montant total des pénalités de retard ne peut excéder 20% du montant total hors taxes du marché ou du bon de commande.

Enfin, les pénalités énumérées ci-dessus dérogent à l'article 14 du CCAG-FCS. Elles sont cumulatives et sont applicables sans mise en demeure préalable.

14.3 Pénalités pour non-respect de la clause de développement durable

En cas de non-respect des obligations prévues à l'article 14.1, le titulaire se voit appliquer pour chaque manquement, après mise en demeure restée infructueuse, une pénalité dont le montant est de 100 €.

ARTICLE 15 – PRIMES

Sans objet

CHAPITRE 4 – EXECUTION

ARTICLE 16 – DEVELOPPEMENT DURABLE

16.1 Clause d'insertion sociale

Le Présent accord cadre ne comporte pas de clauses d'insertion sociale.

16.2 Clause environnementale générale :

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre, dans le cadre de l'exécution du marché, des pratiques respectueuses de l'environnement. À ce titre, il devra :

- privilégier les produits issus de l'agriculture biologique, du commerce équitable, ou portant des labels de qualité environnementale (AB, HVE, Label Rouge, etc.) ;
- favoriser les circuits courts et/ou les produits de saisons, cultivés localement ou régionalement (dans un rayon de 250 km maximum) ;
- limiter l'utilisation d'emballages plastiques à usage unique et favoriser les conditionnements recyclables ou réutilisables ;
- optimiser les tournées de livraison afin de réduire les émissions de CO₂ (mutualisation, véhicules à faibles émissions, etc...) ;
- assurer une traçabilité claire des produits et fournir, à la demande, les certificats d'origine ou d'éco labellisation.

ARTICLE 17 – MODALITES D'EXECUTION DES BONS DE COMMANDE ET LIEUX D'EXECUTION

Les prestations objets des marchés subséquents sont déclenchées par l'émission de bons de commande contenant notamment les indications suivantes :

- le numéro du marché/lot concerné, le numéro du bon de commande,
- les spécifications de la ou des prestation(s) commandée(s),
- la quantité commandée,
- le ou les prix HT,
- le taux de TVA selon la réglementation en vigueur,
- l'adresse de facturation,
- le nom et coordonnées de l'émetteur,
- la date et les délais d'exécution de la ou des prestation (s),
- l'adresse de livraison,
- la signature par une personne habilitée par le pouvoir adjudicateur

Les personnes appelées à signer les bons de commande sont les personnes habilitées à ce titre par le Pouvoir adjudicateur. Tout bon de commande émis doit être signé par le pouvoir adjudicateur pour être honoré par le titulaire du lot concerné. Les titulaires s'engagent à avertir le pouvoir adjudicateur en cas de réception d'un bon non-signé, et à ne pas l'honorer tant qu'il n'est pas revêtu de la signature d'une personne habilitée chez l'acheteur.

Les lieux d'exécution du marché sont précisés en **annexe** du présent CCAP.

Accès aux établissements – Identification

Les personnels du Titulaire ou ses préposés et sous – traitants ont accès aux locaux des établissements sous réserve du respect des consignes d'hygiène et de sécurité, et du règlement intérieur en vigueur. Ils doivent être identifiés par tout moyen à disposition du Titulaire, et pouvoir justifier de leur appartenance à l'entreprise Titulaire du marché, ou être mandatés par elle.

Grèves

En cas d'arrêt de travail pour faits de grèves de salariés, il appartient au titulaire du marché, au premier jour de la grève, d'assurer les prestations jugées indispensables prévues au marché en accord avec les sites.

Dans ces conditions, le titulaire du marché est tenu de présenter au site les moyens et modalités d'organisation d'un service minimum qu'il envisage de mettre en place pendant la durée de la grève. Les moyens d'organisation du service seront soumis à l'agrément écrit de la Direction locale du site.

En cas d'impossibilité pour le titulaire du marché d'exécuter les prestations dues au titre du contrat dès le premier jour de grève, le site y pourvoira par tous les moyens qu'il jugera utiles aux frais, risques et périls du titulaire afin d'assurer par ses propres moyens le service.

Les sommes dues à ce titre seront recouvrées par tous moyens de droit sauf lorsque leur montant pourra être retenu sur les factures ultérieures restant dues.

Vente à des tiers

Le Titulaire s'interdit toute vente à des tiers étrangers au présent marché de produits portant y compris en cas de résiliation ou de non-reconduction du marché.

En cas de non-respect de cette clause, les membres du groupement se réservent le droit d'engager les poursuites judiciaires appropriées.

ARTICLE 18 – MATERIELS, OBJETS ET APPROVISIONNEMENTS CONFIES AU TITULAIRE

Il est fait application de l'article 18 du CCAG FCS.

ARTICLE 19 – AMENAGEMENT DES LOCAUX DESTINES A L'INSTALLATION DU MATERIEL

Sans objet

ARTICLE 20 – STOCKAGE, EMBALLAGE, TRANSPORT ET GESTION DES DECHETS

20.1. Stockage

Sans objet.

20.2 Emballage

La qualité des emballages doit être appropriée aux conditions et modalités de transport.

Elle est de la responsabilité du titulaire. Lorsque cela n'est pas de nature à contrevenir aux règles sanitaires et d'hygiène, le titulaire utilise des contenants réutilisables, recyclés, recyclables, ou réemployés. Il veille également, dans la mesure du possible, à en réduire les quantités, en volume et en poids. Sauf stipulation contraire dans les documents particuliers du marché, et lorsque cela n'est pas de nature à contrevenir aux règles sanitaires et d'hygiène, les emballages restent la propriété du titulaire. Celui-ci les collecte en vue de leur recyclage ou de leur réutilisation.

20.3 Transport

Le transport s'effectue, sous la responsabilité du titulaire, jusqu'au lieu de livraison. Le conditionnement, le chargement, l'arrimage et le déchargement sont effectués sous sa responsabilité.

20.4 Gestion des déchets

La valorisation ou l'élimination des déchets créés lors de l'exécution des prestations est de la responsabilité du titulaire pendant la durée du marché. Le titulaire veille à ce que soient effectuées les opérations, de collecte, transport, entreposage, tris éventuels et de l'évacuation des déchets créés par les prestations objet du marché public vers les sites susceptibles de les recevoir, conformément à la réglementation en vigueur le concernant. Le titulaire est tenu de produire, à la demande de l'acheteur, tout justificatif de traçabilité du traitement des déchets issus de l'exécution de la prestation, qui fasse apparaître une gestion des déchets conforme aux exigences réglementaires qui lui sont applicables en particulier sans être exhaustif :

- Loi AGECE : article 77, décret 2021-1318 du 08 octobre 2021.
- Loi REP emballages : décret n° 2021-461 du 16 avril 2021

En cas d'absence de production des éléments attestant la traçabilité des déchets, le titulaire se voit appliquer, après mise en demeure restée infructueuse, une pénalité de 100 €.

ARTICLE 21 – LIVRAISON

Le titulaire veille à limiter l'impact environnemental des livraisons et du transport des produits proposés. La planification du transport de ces marchandises doit permettre, lorsque cela est compatible avec les besoins de l'acheteur, d'éviter la circulation pendant les heures de pointe. Le titulaire privilégie le transport groupé des marchandises objets du marché afin de réduire les déplacements des véhicules de livraison. Il favorise les modes de transports les plus respectueux de l'environnement, notamment les véhicules à faibles émissions, les modes de transports doux ou alternatifs à la route.

Toute livraison réalisée par le titulaire est accompagnée d'un bon de livraison ou d'un état, dressé distinctement pour chaque destinataire, et comportant notamment :

- la date d'expédition;
- la référence à la commande ou au marché;
- l'identification du titulaire;
- l'identification des fournitures livrées et, quand il y a lieu, leur répartition par colis;
- le numéro du ou des lots de fabrication, dans le cas où la réglementation l'impose en matière d'étiquetage.

Chaque colis doit porter de façon apparente son numéro d'ordre, tel qu'il figure sur le bon de livraison ou l'état. Il renferme l'inventaire de son contenu.

La livraison des fournitures est constatée par la délivrance d'un récépissé au titulaire ou par la signature du bon de livraison ou de l'état, dont chaque partie conserve un exemplaire. En cas d'impossibilité de livrer, celle-ci doit être mentionnée sur l'un de ces documents.

Si la disposition des locaux désignés pour la réalisation des livraisons entraîne des difficultés exceptionnelles de manutention, non prévues par le marché, les frais supplémentaires de livraison qui en résultent sont rémunérés distinctement. Ils font l'objet d'une modification du marché par clause modificative.

Un sursis de livraison peut être également accordé au titulaire s'il justifie de mesures et précautions particulières pour réduire les impacts environnementaux liés aux transports et aux modalités de livraison. Le sursis de livraison suspend pour un temps égal à sa durée l'application des pénalités pour retard.

Les formalités d'octroi du sursis de livraison sont les mêmes que celles de la prolongation de délai mentionnées à l'article 13. Aucun sursis de livraison ne peut être demandé par le titulaire pour des événements survenus après l'expiration du délai d'exécution du marché, éventuellement déjà prolongé.

ARTICLE 22 – SURVEILLANCE EN USINE

Il est fait application de l'article 22 du CCAG FCS.

ARTICLE 23 – PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES OU MODIFICATIVES

Pendant l'exécution du marché, l'acheteur peut prescrire au titulaire, des prestations supplémentaires ou modificatives après consultation de ce dernier ou accepter les modifications qu'il propose. Le titulaire ne doit apporter aucune modification aux spécifications techniques sans autorisation préalable de l'acheteur.

ARTICLE 24 – SUSPENSION DES PRESTATIONS EN CAS DE CIRCONSTANCES IMPREVISIBLES

Lorsque la poursuite de l'exécution du marché est rendue temporairement impossible du fait d'une circonstance que des parties diligentes ne pouvaient prévoir dans sa nature ou dans son ampleur ou du fait de l'édition par une autorité publique de mesures législatives ou réglementaires venant restreindre, interdire, ou modifier de manière importante l'exercice de certaines activités en raison d'une telle circonstance, la suspension de tout ou partie des prestations est prononcée par l'acheteur. Lorsque la suspension est demandée par le titulaire, l'acheteur se prononce sur le bien-fondé de cette demande dans les meilleurs délais.

ARTICLE 25 – MODIFICATIONS DE MARCHES

25.1 Par clause de réexamen

En application de l'article R 2194-1 du Code de la Commande Publique, le marché peut être modifié lorsque les modifications, quel que soit leur montant, ont été prévues dans les documents contractuels initiaux sous la forme de clauses de réexamen, dont des clauses de variation du prix ou d'options claires, précises et sans équivoque.

Ces clauses indiquent le champ d'application et la nature des modifications ou options envisageables ainsi que les conditions dans lesquelles il peut en être fait usage.

25.1.1 Nature des modifications

Les modifications de marché figurant dans la liste suivante donneront lieu à une modification du marché par réexamen :



Modifications tenant à la situation du titulaire :

- Changement d'adresse ;
- Changement de dénomination sociale sans création de personne morale nouvelle ;
- Changement de références bancaires ;

- Changement de statut juridique, s'il est certain que celui-ci n'a pas d'incidence sur la poursuite du marché ;
 - Cession de marché (fusion-absorption, cession d'activités...) sous réserve des conditions cumulatives suivantes :
 - o La cession ne doit pas entraîner de modification du prix du marché, de sa durée, de son objet et autres éléments substantiels.
 - o Le nouveau titulaire doit remplir les conditions fixées par la consultation lors de la participation à la procédure de passation du marché initial. Dans cette optique, le nouveau titulaire devra fournir les mêmes niveaux de capacités qu'exigés lors de la passation du marché initial, et transmettre les pièces administratives exigées pour les attributaires. (cf Règlement de consultation).
 - o Dans le cas d'une cession sans disparition de l'ancien titulaire, une copie de l'acte unilatéral (certificat administratif) lui sera transmis.
- Si le cessionnaire ne dispose pas des capacités requises, le marché sera résilié sans aucune indemnité pour le titulaire.



Modifications tenant aux produits retenus dans le marché :

- Modification de référence commerciale ;
- Modification législative des dispositions fiscales (changement, suppression, ajout taxes). L'augmentation de la charge fiscale ou l'apparition d'une nouvelle charge fiscale, sera mise à la charge du titulaire sauf si la loi en dispose autrement ;
- En cas de rupture de stock d'un produit dans la mesure où une substitution est possible, acceptée par l'établissement et est proposé au même prix unitaire ;

Dans tous ces cas de figure, nous ne pourrions être retenus comme responsable de la non-exécution partielle ou totale du marché en cas de substitution.

Modifications à l'initiative de l'acheteur public :

- Rehaussement du montant annuel maximum HT de l'accord-cadre dans la limite de 20% de ce montant pour chacun des lots. Cette clause pourra être déclenchée lorsque la consommation annuelle de l'accord-cadre aura atteint 80% du montant maximum annuel HT pour chacun des lots. Dans le cas où cette clause serait déclenchée, le nouveau montant maximum annuel HT de l'accord-cadre vaudra pour l'ensemble des années restantes de l'accord-cadre.

25.1.2 Etapes de réalisation de la modification

Afin de pouvoir acter juridiquement les modifications précitées, les conditions suivantes doivent être respectées scrupuleusement :

1. Le titulaire doit apporter par courrier et justificatifs, tous les éléments permettant d'attester la modification ;
2. Le CHD Vendée étudiera les éléments apportés. Soit votre demande est complète et elle pourra être traitée, soit elle est incomplète auquel cas, le CHD Vendée en demandera la complétude ;
3. Si le dossier est complet : Le CHD Vendée réalise l'acte de réexamen (certificat administratif) à l'appui des documents transmis par le titulaire et le soumettra en signature auprès du directeur général du CHD Vendée. Une copie sera transmise au titulaire par la plateforme PLACE.

Si le dossier est incomplet malgré notre relance, la demande sera rejetée. Le CHD Vendée ne pourra être tenu pour responsable sauf si la demande de modification concerne celle à l'initiative de l'acheteur public.



Au regard de l'objet du marché, les cas de substitution de produits ne feront pas l'objet d'un certificat administratif, néanmoins, aucune substitution de produit ne peut avoir lieu sans accord de l'acheteur public.

Il est demandé au titulaire dans la mesure du possible d'anticiper la demande de modification auprès du CHD Vendée car les délais de traitement peuvent être longs au regard de l'activité marchés assez intense de nos établissements.

25.1.3 Cas particuliers

En cas de rupture d'approvisionnement :



Le titulaire s'engage à informer les services restauration des établissements dans les plus brefs délais en indiquant :

- L'échéance à laquelle la rupture pourrait se produire,
- La cause de la rupture,
- La durée prévisionnelle de cette rupture,
- Tout élément permettant de proposer des solutions alternatives aux établissements.

L'information donnée doit être la plus précoce possible afin d'informer de la date ou période de retour à la normale des livraisons.

Le titulaire pourra proposer un produit de substitution, sous réserve que le prix ne soit pas supérieur au prix fixé dans le cadre du marché subséquent.

En cas de désaccord, l'acheteur public se réserve le droit de commander un produit équivalent à un tiers et d'en faire supporter le surcoût et les frais annexes au titulaire du marché.

Après information écrite, le titulaire est tenu de régler l'excédent éventuel de dépense imputé, sur présentation de la facture correspondante et sans mise en demeure préalable, le cas échéant, sur les sommes qui peuvent lui être dues, sans préjudice des droits à exercer en cas d'insuffisance. Les dépenses restent acquises aux établissements membres du groupement.

Dans le cas où le Titulaire ne résolve pas, dans un délai de trois mois, ses difficultés d'approvisionnement, les membres du groupement se réservent le droit de résilier le marché subséquent/accord cadre pour faute du titulaire dans les conditions prévues au présent marché.

25.2 Par clause modificative

Le marché peut être modifié pour d'autres motifs que ceux précédemment cités dans les conditions décrites par le code de la commande publique indiquées ci-dessous.

25.2.1 Nature des modifications

25.2.1.1 Travaux, fournitures ou services supplémentaires devenus nécessaires

En application de l'article R 2194-2 et 3 du Code de la Commande Publique, le marché peut être modifié lorsque des travaux, fournitures ou services sont devenus nécessaires au bon achèvement de l'ouvrage et ne figuraient pas dans le marché initial, dans la limite de 50% du montant du marché initial. Lorsque plusieurs modifications successives sont effectuées, cette limite s'applique au montant de chaque modification. Il sera tenu compte de la clause de variation des prix dans le calcul du montant de la modification.

25.2.1.2 Circonstances imprévues

En application de l'article R 2194-5 du Code de la Commande Publique, le marché peut être modifié lorsque la modification est rendue nécessaire par des circonstances qu'un acheteur diligent ne pouvait pas prévoir, dans la limite de 50% du montant du marché initial. Il sera tenu compte de la clause de variation des prix dans le calcul du montant de la modification.

Cet article complète l'article 24 du CCAG FCS.

Rappel : Obligation d'information

En cas d'évènement imprévisible et extérieur aux parties survenant en cours d'exécution, notamment d'ordre sanitaire, climatique ou économique, le titulaire doit informer l'acheteur dans les plus brefs délais des difficultés qu'il rencontre et qui sont liées à cet évènement.

Le titulaire doit exposer par écrit l'impact de l'évènement sur sa capacité à remplir ses obligations et s'engage à fournir les justificatifs démontrant que les difficultés qu'il rencontre sont strictement liées à cet évènement.

Modalités de poursuite du contrat

➤ Modification des conditions d'exécution

Conformément à l'article R.2194-5 du Code de la commande publique, des circonstances imprévues peuvent justifier la modification du périmètre des prestations ou l'adaptation des conditions d'exécution du marché.

La modification, actée par voie de clause modificative, peut notamment prendre la forme :

- **d'une prolongation de la durée du marché** si le marché arrive à échéance pendant l'évènement imprévisible et qu'une remise en concurrence ne peut être réalisée dans des conditions raisonnables, exposant alors les établissements à une rupture dans la continuité des soins ;
- **d'une prolongation du délai d'exécution** dans les conditions de l'article 13 du CCAG-FCS

Pour chaque lot, le montant de la modification ne pourra être supérieur à 50% du montant initial, le montant initial étant calculé sur la base du montant ou du volume maximum contractuel de chaque lot. Il sera tenu compte de la clause de variation des prix dans le calcul du montant de la modification.

➤ Modification temporaire des prix

Pour chaque lot, le titulaire du marché pourra solliciter une augmentation **temporaire** des prix s'il démontre que le maintien des prix dans les conditions de l'offre initiale, formules de révision contractuelles incluses, ne permet pas la poursuite de l'exécution du marché dans des conditions économiques équilibrées.

L'acceptation de cette modification par le pouvoir adjudicateur sera subordonnée à la production par le titulaire des justificatifs permettant de caractériser un bouleversement de l'économie générale du contrat impactant les conditions économiques de son offre initiale par des charges **extracontractuelles** excessives, c'est-à-dire des charges non prévues lors de la conclusion du marché, qui entraînent le bouleversement de son équilibre.

A ce titre, il devra notamment justifier, pour chaque référence de prix concernée par la demande d'augmentation, de la différence entre sa marge bénéficiaire nette au moment où il a remis son offre et au moment où l'évènement survient, ainsi que de l'importance des charges extracontractuelles supportées du seul fait de l'évènement imprévisible. Une décomposition du coût de son offre au moment de la notification du marché sera à ce titre nécessaire afin d'apprécier l'impact de la circonstance imprévisible sur l'offre du titulaire à la date de la demande d'augmentation des prix.

L'acheteur analysera le bien-fondé de cette demande sur la base des justificatifs transmis et se réserve la possibilité de refuser cette demande si les éléments apportés ne sont pas suffisants pour justifier une augmentation des prix. L'Acheteur notifie sa décision dans un délai de trente jours. Le silence de l'acheteur ne vaut pas acceptation des nouveaux prix. Si l'acheteur entend accepter la demande, il notifie dans ce délai au Titulaire un ou plusieurs prix nouveau(x) permettant de tenir compte de l'augmentation des coûts dans une annexe au contrat prévue à cet effet.

Le montant de l'augmentation des prix sera strictement **limité à 50% du montant de l'augmentation des charges extracontractuelles** dûment démontré selon la formule suivante :

Prix initial révisé + (Prix initial révisé x pourcentage d'augmentation constaté x 50%)

La période de modification des prix sera limitée à 3 mois, renouvelable au maximum deux fois pendant toute la durée du marché, sous réserve que le titulaire justifie la persistance du déséquilibre économique.

Au-delà de ce délai, les prix de l'offre initiale s'appliqueront de nouveau.

Le titulaire dispose alors d'un délai de trente jours suivant la notification du(es) prix nouveau(x) pour l'(es) accepter, étant précisé que s'il n'a pas présenté d'observation dans ce délai, il est réputé avoir accepté le(s) prix nouveau(x) fixé(s) par l'Acheteur. En cas d'acceptation, le(s) prix nouveau(x) s'applique(nt) en lieu et place du(es) prix du bordereau des prix unitaires. En cas de refus, le(s) prix initial(aux) demeure(nt) applicable(s).

En tout état de cause :

- Aucune augmentation de prix ne peut être imposée unilatéralement par le titulaire : les prix contractuels du marché demeurent en vigueur dans l'attente de l'annexe au contrat signée par l'acheteur,
- Le Titulaire ne peut refuser d'approvisionner les établissements au motif que les prix n'ont pas été modifiés.

➤ Modalités de suspension du contrat

En cas d'impossibilité temporaire d'exécuter le contrat du fait de la survenance d'évènement imprévisible ou d'une circonstance imprévue, l'acheteur peut suspendre l'exécution du contrat sur décision notifiée au titulaire. Le titulaire ne pourra prétendre à aucune indemnisation.

Dans ce cadre, un marché de substitution pour la même prestation, auprès d'un autre fournisseur pourra être conclu pour la durée de la crise dans le respect des règles de la commande publique en vigueur au moment de la crise. Le marché de substitution ne sera pas exécuté aux frais et risques du titulaire.

Les conditions d'exécution du marché lors de la reprise et les modalités de paiement seront définies par clause modificative à la fin de la période de crise.

25.2.1.3 Modification non substantielle

En application de l'article R 2194-7 du Code de la Commande Publique, le marché peut être modifié lorsque les modifications, quel que soit leur montant ne sont pas substantielles.

25.2.1.4 Modification de faible montant

En application de l'article R 2194-8 du Code de la Commande Publique, le marché peut être modifié lorsque le montant de la modification est inférieur à 10% du montant du marché initial. Lorsque plusieurs modifications sont effectuées, le CHD Vendée prend en compte le montant cumulé.

25.3 Etapes de réalisation de la modification



Afin de pouvoir acter juridiquement les modifications précitées, les conditions suivantes doivent être respectées scrupuleusement :

1. Le titulaire doit apporter par courrier et justificatifs, tous les éléments permettant d'attester la modification ;
2. Le CHD Vendée étudiera les éléments apportés. Soit votre demande est complète et elle pourra être traitée, soit elle est incomplète auquel cas, le CHD Vendée en demandera la complétude.
3. Si le dossier est complet : Le CHD Vendée réalise l'acte modificatif à l'appui des documents transmis par le titulaire et lui proposera le document en signature.

Si le dossier est incomplet malgré notre relance, la demande sera rejetée. Le CHD Vendée ne pourra être tenu pour responsable sauf si la demande de modification est à l'initiative de l'acheteur public.

4. Une fois le document signé par le titulaire, il devra être signé par le Directeur Général du CHD Vendée dans sa mission d'établissement support.
5. Le document sera ensuite notifié auprès du titulaire sur la plateforme PLACE, pour mise en œuvre.

Il est demandé au titulaire dans la mesure du possible d'anticiper la demande de modification auprès du CHD Vendée car les délais de traitement peuvent être longs au regard de l'activité marchés assez intense de nos établissements.

ARTICLE 26 – DONNEES INDISPENSABLES A L'EXECUTION D'UNE MISSION DE SERVICE PUBLICUE

Sans objet

CHAPITRE 5 – CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS

ARTICLE 27 – OPERATION DE VERIFICATION

27.1. Nature des opérations de vérifications

Les opérations de vérification quantitative et qualitative ont pour objet de permettre à l'acheteur de contrôler notamment que le titulaire :

- a mis en œuvre les moyens définis dans le marché, conformément aux prescriptions qui y sont fixées ;
- a réalisé les prestations définies dans le marché comme étant à sa charge, conformément aux stipulations contractuelles.

Les matières et objets nécessaires aux essais sont prélevés par l'acheteur sur les livraisons réalisées au titre du marché

27.2. Délai de vérification

Chaque livraison fera l'objet d'une vérification par les services de l'acheteur au moment de la réception, portant notamment sur :

- la conformité des produits livrés avec la commande (variété, calibre, qualité, origine, labels, etc.),
- l'état sanitaire et la fraîcheur des denrées,
- le respect des délais de livraison,
- l'intégrité des emballages et la température, le cas échéant.

27.3. Point de départ du délai pour les opérations de vérification

Pour les vérifications effectuées dans les établissements de l'acheteur le point de départ du délai est la date de de livraison, des prestations à l'acheteur.

27.4. Frais de vérification

Quels que soient les résultats des vérifications, les frais qu'elles entraînent sont à la charge de l'acheteur pour les opérations qui, conformément aux stipulations du marché, doivent être exécutées dans ses propres locaux. Ils sont à la charge du titulaire dans les autres cas.

27.5. Présence du titulaire

L'absence du titulaire dûment avisé, ou de son représentant, ne fait pas obstacle au déroulement ou à la validité des opérations de vérification.

ARTICLE 28 – DEROULEMENT DES OPERATIONS DE VERIFICATION

Les vérifications quantitatives et qualitatives sont effectuées à l'instant de la livraison et sur le lieu de celle-ci par l'acheteur public ou son représentant qui peuvent se faire assister par toute personne de leur choix. Elles doivent permettre de contrôler la conformité formelle des livraisons par rapport à la commande. Ces vérifications s'effectuent au regard des spécifications du marché et du détail du bon de commande correspondant à la livraison.

Les conditions de livraison sont fixées dans la partie technique du présent Cahier des Clauses Particulières.

28.1 Vérifications quantitatives :

A l'issue des opérations de vérification quantitative, si la quantité fournie ou les prestations de services effectuées ne sont pas conformes aux stipulations du marché, l'acheteur peut décider de les accepter en l'état ou de mettre le titulaire en demeure, dans un délai qu'il prescrit:

- soit de reprendre immédiatement l'excédent de livraison ;
- soit de compléter la livraison insuffisante dans les délais qui lui sont imposés.

La mise en conformité quantitative des prestations ne fait pas obstacle à l'exécution des opérations de vérification qualitatives.

28.2 Vérifications qualitatives :

Chaque titulaire s'engage à livrer un produit conforme au cahier des charges pendant la durée totale du marché. Ainsi, les opérations de vérification qualitative ont pour objet de contrôler la conformité des produits avec les spécifications du cahier des charges, à défaut l'échange sera exigé. Elle porte notamment sur :

- la nature, variété et la catégorie (par référence aux normes) du produit notamment au regard de l'homogénéité des produits de même nature et variété composant la livraison,
- le calibre demandé lors de la commande
- les qualités organoleptiques (goût, odeur),
- le degré de maturité et de fraîcheur (les produits livrés en kg ou à l'unité devront proposer un degré de maturité optimal dans les 72 H jour de livraison inclus) et 48H00 pour les produits suivants (fraise, cerise, raisins)
- l'absence de fardage,
- l'origine géographique, s'il y a lieu,
- la conformité du conditionnement,
- les conditions de transport (salubrité, température et propreté notamment).

Afin de vérifier la qualité des produits livrés, un contrôle suivant un plan d'échantillonnage sera réalisé. Ce contrôle s'effectue par sondage, sur la base minimum d'un colis et/ou d'une cagette par palette.

A l'issue des opérations de vérification, le Responsable Restauration de chaque site prendra une décision d'admission, d'ajournement, ou de rejet.

ARTICLE 29 – ADMISSION, AJOURNEMENT, REFACTION ET REJET

A l'issue des opérations de vérification, l'acheteur prend, une décision d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet.

Si l'acheteur ne notifie pas sa décision dans le délai mentionné ci-dessous, les prestations sont considérées comme admises, avec effet à compter de l'expiration du délai.

29.1. Admission

L'admission est prononcée séance tenante, en présence du titulaire ou de son représentant et du Responsable de la Restauration du site concerné. Elle est matérialisée par le bon de livraison et son duplicata qui, visés par signature et le cachet du Responsable de la Restauration du site concerné ou son représentant, valent procès-verbal d'admission si la vérification de la prestation est satisfaisante et sous réserve des vices cachés.

29.2. Ajournement

Lorsque l'acheteur estime que des prestations ne peuvent être admises que moyennant certaines mises au point, il peut décider d'ajourner l'admission des prestations par une décision motivée le jour même. Cette décision invite le titulaire à présenter à nouveau à l'acheteur, les prestations mises au point, dans ce même délai.

Le titulaire doit faire connaître son acceptation le jour même, à compter de la notification de la décision d'ajournement.

En cas de refus du titulaire ou de silence gardé par lui durant ce délai, l'acheteur a le choix de prononcer l'admission des prestations avec réfaction ou de les rejeter, dans un délai de 24h courant de la notification du refus du titulaire ou de l'expiration du délai de 24h ci-dessus mentionnés. Le silence gardé par l'acheteur au-delà de ce délai de 24h vaut décision de rejet des prestations.

Si le titulaire présente à nouveau les prestations mises au point, après la décision d'ajournement des prestations, l'acheteur dispose à nouveau de la totalité du délai prévu pour procéder aux vérifications des prestations, à compter de leur nouvelle présentation par le titulaire.

Dans le cas où les opérations de vérification ont été effectuées dans les locaux de l'acheteur, le titulaire dispose d'un délai de 24h, à compter de la notification de la décision d'ajournement, pour enlever les biens ayant fait l'objet de la décision d'ajournement. Passé ce délai, les biens vérifiés peuvent être évacués ou détruits par l'acheteur, aux frais du titulaire.

29.3. Réfaction

Lorsque l'acheteur estime que des prestations, sans être entièrement conformes aux stipulations du marché, peuvent néanmoins être admises en l'état, il peut les admettre avec réfaction de prix proportionnelle à l'importance des imperfections constatées.

Cette décision doit être motivée. Elle ne peut être notifiée au titulaire qu'après qu'il a été mis à même de présenter ses observations.

Si le titulaire ne présente pas d'observations dans les 24h jours suivant la décision d'admission avec réfaction, il est réputé l'avoir acceptée.

Si le titulaire formule des observations dans ce délai, l'acheteur dispose ensuite de 24h pour lui notifier une nouvelle décision.

A défaut d'une telle notification, l'acheteur est réputé avoir accepté les observations du titulaire et l'admission est réputée sans réfaction.

29.4. Rejet

En cas de rejet partiel ou total des prestations, un titulaire ne pourra prétendre à aucune indemnisation. Aucun règlement ne sera effectué par l'acheteur.

Le rejet s'impose notamment en cas de :

- fardage et, de façon plus générale, fraude avérée,
- insuffisance avérée touchant à la salubrité,
- produits ne répondant pas aux spécifications du marché (nature, catégorie, fraîcheur...).

Le produit rejeté doit être remplacé dans les 24 heures sur mise en demeure verbale de l'acheteur. Cette mise en demeure verbale sera par la suite formalisée par un écrit du Responsable Restauration du site concerné, envoyé au titulaire du marché par mail, fax ou courrier.

Un sursis de livraison peut être accordé au titulaire lorsqu'une cause qui n'est pas de son fait, fait obstacle à l'exécution du marché dans le délai contractuel. Pour bénéficier de ce sursis, le titulaire signale au responsable restauration de chaque site les causes faisant obstacle à l'exécution du marché dans le délai de 24 heures à compter de la réception du bon de commande. Il indique également la durée de sursis demandé. Le responsable restauration du site concerné se réserve le droit de refuser le sursis de livraison demandé par le titulaire.

Un sursis de livraison peut aussi être accordé au titulaire s'il justifie de mesures et précautions particulières pour réduire les impacts environnementaux liés au transport et aux modalités de livraison. Le sursis de livraison accordé suspend pour un temps égal à sa durée l'application des pénalités de retard.

29.5. Mauvaise qualité ou défectuosité des fournitures.

Lorsque la mauvaise qualité ou la défectuosité des fournitures remis par l'acheteur, et entrant dans la composition des prestations, est à l'origine du défaut de conformité des prestations aux stipulations du marché, l'acheteur ne peut prendre une décision d'ajournement, d'admission avec réfaction ou de rejet :

- si le titulaire a, dans un délai de quinze jours à partir de la date à laquelle il a eu la possibilité de les constater, informé l'acheteur des défauts des approvisionnements, matériels ou équipements remis, réserve faite des vices cachés ne pouvant être décelés avec les moyens dont il dispose ;
- et que l'acheteur a décidé que les approvisionnements pouvaient néanmoins être utilisés et notifié cette décision au titulaire.

ARTICLE 30 – TRANSFERT DE PROPRIETE

L'admission des prestations entraîne le transfert de propriété. Si la remise des prestations à l'acheteur est postérieure à leur admission, le titulaire assume, jusqu'à leur remise effective, les obligations du dépositaire.

ARTICLE 31 – GARANTIE

Le titulaire est dispensé de la constitution d'une garantie.

CHAPITRE 6 – RESILIATION

ARTICLE 32 – PRINCIPES GENERAUX

L'acheteur peut mettre fin à l'exécution des prestations faisant l'objet du marché avant l'achèvement de celles-ci, soit à la demande du titulaire, soit pour faute du titulaire, soit dans le cas des circonstances particulières.

L'acheteur peut également mettre fin, à tout moment, à l'exécution des prestations pour un motif d'intérêt général.

La décision de résiliation du marché est notifiée au titulaire. Sous réserve des stipulations particulières mentionnées ci-après, la résiliation prend effet à la date fixée dans la décision de résiliation ou, à défaut, à la date de sa notification.

ARTICLE 33 – RESILIATION POUR EVENEMENTS EXTERIEURS AU MARCHE

33.1 Décès ou incapacité civile du titulaire

En cas de décès ou d'incapacité civile du titulaire, l'acheteur peut résilier le marché ou accepter sa continuation par les ayants droit ou le curateur. Un avenant de transfert est établi à cette fin. La résiliation, si elle est prononcée, prend effet à la date du décès ou de l'incapacité civile. Elle n'ouvre droit pour le titulaire ou ses ayants droit à aucune indemnité.

33.2. Sauvegarde, redressement judiciaire ou liquidation judiciaire

En cas de sauvegarde ou de redressement judiciaire, le marché est résilié, si après mise en demeure de l'administrateur judiciaire, dans les conditions prévues à l'article L. 622-13 du code de commerce, ce dernier indique ne pas reprendre les obligations du titulaire. En cas de liquidation judiciaire du titulaire, le marché est résilié, si, après mise en demeure du liquidateur, dans les conditions prévues à l'article L. 641-11-1 du code de commerce, ce dernier indique ne pas reprendre les obligations du titulaire. La résiliation, si elle est prononcée, prend effet à la date de l'évènement. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

33.3. Incapacité physique du titulaire

En cas d'incapacité physique manifeste et durable du titulaire compromettant la bonne exécution du marché, l'acheteur peut résilier le marché. La résiliation n'ouvre droit pour le titulaire à aucune indemnité.

ARTICLE 34 – RESILIATION POUR EVENEMENTS LIES AU MARCHE

34.1. Difficulté d'exécution du marché

Lorsque le titulaire rencontre, au cours de l'exécution des prestations, des difficultés techniques particulières dont la solution nécessiterait la mise en oeuvre de moyens hors de proportion avec le montant du marché, l'acheteur peut résilier le marché, de sa propre initiative ou à la demande du titulaire. Lorsque le titulaire est mis dans l'impossibilité d'exécuter le marché du fait d'un événement ayant le caractère de force majeure, l'acheteur résilie le marché. Le titulaire n'a droit à aucune indemnité.

34.2. Ordre de service tardif

Lorsque la résiliation est prononcée à la demande du titulaire par application de l'article 3.8.3 du CCAG FCS, celui-ci est indemnisé des frais et investissements éventuellement engagés pour le marché et strictement nécessaires à son exécution. Il lui incombe d'apporter toutes les justifications nécessaires à la fixation de cette partie de l'indemnité dans un délai de quinze jours après la notification de la résiliation du marché.

ARTICLE 35 – RESILIATION POUR FAUTE DU TITULAIRE

Les dispositions contractuelles sont celles de l'article 41 du CCAG-FCS complété des cas suivants :

- Manquements répétés ou frauduleux aux règles de révision des prix,
- Changement de caractéristiques des produits non validé par l'acheteur,
- Défaillance répétée dans l'exécution du marché (livraison, qualité et quantité produits, insuffisance avérée touchant à l'insalubrité, fardage ou fraude avérée...)
- Non-réponse ou réponses incomplètes répétées aux marchés subséquents (article 10.5.1)

ARTICLE 36 – RESILIATION POUR MOTIF D'INTERET GENERAL

Cet article déroge à l'article 42 du CCAG-FCS, en ce qu'il n'est pas prévu d'indemnité de résiliation.

ARTICLE 37 – DECOMPTE DE RESILIATION

Il est fait application de l'article 43 du CCAG FCS

ARTICLE 38 – REMISE DES PRESTATIONS ET DES MOYENS MATERIELS PERMETTANT L'EXECUTION DU MARCHE

En cas de résiliation, l'acheteur peut exiger du titulaire:

- la remise des prestations en cours d'exécution, ainsi que des matières et des objets détenus en vue de l'exécution d'un marché;
- la remise des moyens matériels d'exécution spécialement destinés au marché;
- l'exécution de mesures conservatoires, notamment d'opérations de stockage ou de gardiennage. L'acheteur en informe le titulaire ou ses ayants droit, lors de la notification de la résiliation en indiquant le délai de remise de ces biens par le titulaire et les conditions de leur conservation dans l'attente de cette remise. En cas de résiliation pour faute du titulaire, le présent article est appliqué aux frais de celui-ci.

ARTICLE 39 – EXECUTION DE LA PRESTATION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE

En cas de défaillance du titulaire dans l'exécution de ses obligations contractuelles, notamment :

- en cas de non-livraison dans les délais prescrits,
- de livraison non conforme ou manifestement inappropriée à la consommation (produits avariés, endommagés, impropres),
- ou de refus de procéder au remplacement de produits rejetés par l'acheteur,

l'acheteur se réserve le droit de faire exécuter la prestation aux frais et risques du titulaire, sans qu'une mise en demeure préalable soit nécessaire en cas d'urgence avérée liée à la nature périssable des denrées.

Dans ce cas :

- L'acheteur pourra se procurer les denrées nécessaires auprès d'un ou plusieurs tiers, dans les conditions les plus avantageuses possibles et sans préjudice des pénalités prévues au marché.
- Tous les frais supplémentaires engagés du fait de cette substitution (écarts de prix, frais de livraison, etc.) seront intégralement refacturés au titulaire ou déduits de ses sommes dues.
- Cette substitution n'exonère pas le titulaire de sa responsabilité contractuelle et ne fait pas obstacle à une résiliation pour faute en cas de manquements répétés ou graves, conformément aux dispositions du présent marché et du CCAG-FCS.

Un procès-verbal contradictoire ou un constat unilatéral en cas d'urgence pourra être établi pour justifier le recours à cette procédure. En plus des cas prévus à l'article 45 du CCAG- FCS, l'acheteur peut faire procéder à l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire.

CHAPITRE 7 – DIFFERENDS

ARTICLE 40 – REGLEMENT DES DIFFERENDS ENTRE LES PARTIES

Les parties tenteront par tous les moyens de trouver une solution amiable à tout dysfonctionnement dans le cadre du marché.

Pour cela, les parties s'efforceront de recourir à la transaction pour résoudre les conflits, dans les conditions notamment précisées par la circulaire du 6/02/1995 relative au développement du recours à la transaction pour régler amiablement les conflits, complétée par la circulaire du 07/09/2009 relative au recours à la transaction pour la prévention et le règlement des litiges portant sur l'exécution des contrats de la commande publique.

En cas de litige pour l'exécution du marché, le tribunal administratif de Nantes est seul compétent. Les dispositions générales fixées par les textes relatifs aux Marchés Publics et les textes subséquents s'appliqueront de plein droit au présent marché pour tout ce qui n'y est pas formellement dérogé.

Tribunal Administratif de Nantes

6 Allée de l'île Gloriette

BP 24111

44041 NANTES Cedex 01

A La Roche sur Yon, le 10 SEP. 2025

Le Directeur général du CHD Vendée

Coordonnateur du groupement de commandes

O. SERVAIRE LORENZET

GHT 85
CHD Vendée
Etablissement Support

